



Lettre n° 283 du 16 avril 2023

Au sommaire :

- « *Constitutionnelle ou pas, cette loi on n'en veut pas !* », après le 49.3 du Conseil constitutionnel, le combat continue... - Bruno Bajou
- Guerre en Ukraine, tempête sur Taïwan, le capitalisme de son stade suprême à l'impossible super-impérialisme facteur de la mondialisation de la guerre - Yvan Lemaitre

« Constitutionnelle ou pas, cette loi on n'en veut pas ! », après le 49.3 du Conseil constitutionnel, le combat continue...

Comme prévu, les neuf « sages » du Conseil constitutionnel aux ordres du pouvoir, barricadés derrière les murs anti-émeutes et une myriade de policiers, ont validé vendredi l'essentiel de la réforme des retraites dont le report de l'âge de départ à 64 ans... tout en rejetant la demande de Référendum d'initiative partagée. Et pour que les choses soient encore plus claires, ils ont retoqué les quelques mesures qui étaient censées atténuer les conséquences de la réforme : « *l'index senior* » et le « *CDI senior* ».

Macron s'est empressé, dans la nuit, de promulguer sa réforme, alors même que, nouvelle provocation, il avait convoqué l'intersyndicale pour mardi prochain. L'intersyndicale comme les principaux partis de la gauche parlementaire qui l'imploraient « *solennellement* » de ne pas le faire ont reçu leur réponse, une vraie leçon de choses... qui souligne l'impasse de leur stratégie respectueuse du cadre institutionnel. Et Macron nous annoncera lundi soir à la télé les nouvelles attaques qu'il concocte en guise « *d'apaisement* » !

Macron poursuit sa politique pour nous mettre à genoux, entre passage en force et jeu de dupe avec les forces parlementaires et syndicales, pour défendre les intérêts de classes des plus riches. Le même jour, le CAC40 battait un nouveau record à la Bourse de Paris, pour sa cinquième séance de hausse consécutive alors que le Smic ne sera augmenté que de 2,19 %. Voilà leur justice !

L'annonce du Conseil constitutionnel a été accueillie par les huées des manifestants et n'a provoqué que colère et mépris. Le soir, plus de 130 manifestations ont eu lieu dans la continuité de celles du jeudi 13 avril, dans lesquelles nombre de manifestants, anticipant cette décision, se préparaient à poursuivre le mouvement, à appe-

ler à la grève reconductible et à multiplier les opérations de blocages, les manifestations.

Alors que pour l'heure la seule perspective mise en avant par l'intersyndicale est de faire du 1^{er} mai « *une journée de mobilisation exceptionnelle et populaire* » avec des manifestations unitaires, sans attendre cette date, de nouvelles initiatives sont annoncées. Ainsi l'ensemble des syndicats de la SNCF appellent à « *faire du 20 avril prochain une journée d'expression de la colère cheminote [...] y compris dans un cadre interprofessionnel* ». De son côté la CGT annonce deux journées « *de mobilisation et d'action* » le 20 et le 28 avril, tout en ajoutant que jusqu'au 1^{er} mai, « *plusieurs mobilisations, actions, grèves et manifestations vont exister et participeront à faire reculer le gouvernement* »... Il est probable que d'autres appels suivront dans les jours qui viennent à l'initiative des syndicats et des collectifs. Constitutionnelle ou pas, le combat contre cette loi et le gouvernement qui nous l'impose continue !

L'impasse du cadre institutionnel, la vraie démocratie est dans la lutte...

« *Le texte arrive à la fin de son processus démocratique.* » a déclaré la Première ministre Borne, appelant cyniquement à « *poursuivre la concertation avec les partenaires sociaux pour donner davantage de sens au travail, améliorer les conditions de travail et atteindre le plein emploi.* ».

Et tous les ministres comme d'ailleurs au-delà, Eric Ciotti pour LR, d'appeler « *toutes les forces politiques* » à « *accepter* » la décision du Conseil constitutionnel. Même finalement les partis de la gauche parlementaire se sont inclinés devant cette décision du Conseil constitutionnel pour, impuissants, implorer le bon vouloir de Macron.

Pour Le Pen aussi « *la décision du Conseil constitutionnel clôt la séquence institutionnelle* » mais elle espère surtout que le mouvement rentre dans le rang et dévoyer la colère sociale à son profit en appelant à « *préparer l'alternance qui reviendra sur cette réforme inutile et injuste.* »

Tous voudraient que notre mouvement s'incline devant leurs institutions. Mais depuis trois mois tout le monde a eu la démonstration que ces institutions offraient tous les moyens pour faire passer en force, contre l'avis de l'immense majorité de la population, leur réforme réactionnaire.

Après l'impasse du jeu parlementaire, le passage en force par le 49-3, l'échec des motions de censure, cette décision du Conseil constitutionnel comme la promulgation immédiate ne font que confirmer qu'il n'y a rien à attendre de leurs institutions auxquelles pourtant les partis de la gauche parlementaire comme les dirigeants des confédérations syndicales semblent s'accrocher et toujours ramener le mouvement.

Car si bien évidemment, les organisations syndicales ont refusé d'aller au rendez-vous proposé par Macron, mardi prochain, elles ont voulu laisser la porte ouverte en précisant qu'elles acceptent de rediscuter mais qu'après le 1^{er} mai. Mais sur quelle base et pour discuter de quoi ? Borne avait appelé à « *respecter une période de convalescence* », Berger lui parle d'« *un temps de décence* », pour nous c'est un temps pour engager la mobilisation à un niveau supérieur, nous organiser à la base pour affronter le gouvernement et ses institutions qui servent les classes dominantes.

Se libérer du piège du dialogue social et du cadre institutionnel

Le mouvement est à un tournant. Ni toutes les manœuvres parlementaires, ni la succession des journées de grève appelées par l'intersyndicale n'ont permis de faire plier le pouvoir !

Partis de gauche comme confédérations syndicales sont dans une impasse, eux qui ne jurent que par le cadre institutionnel, ils sont bien incapables de formuler une politique pour le mouvement. La crise politique est profonde et semble sans issue, d'autant que la colère sociale, elle, est toujours là, et bien là ! Et tous craignent finalement que cette colère déborde leur cadre.

Depuis trois mois ce qui fait la vitalité du mouvement est qu'il ne s'est jamais laissé cantonner au calendrier parlementaire, ni ne s'est contenté de celui de l'intersyndicale. Il a su s'appuyer sur le succès des journées de grève pour aller plus loin en s'organisant à la base pour prendre une multitude d'initiatives. Il est en train de franchir une nouvelle étape, de prendre confiance en lui et de tirer les leçons des semaines passées qui lui ont permis de mesurer que sa force est dans sa capacité à s'organiser à la base démocratiquement.

A travers cette expérience collective, démocratique, les militants du mouvement se sont politisés. Ils ont de fait

été amenés à penser et agir en parti, en parti de la lutte, au sens où ils ont, à travers les AG, les collectifs créé des cadres démocratiques pour penser et discuter une stratégie pour la lutte, se coordonner. Il nous faut aller plus avant face à un pouvoir mis à nu, sans craindre de l'affronter directement, d'accentuer sa crise politique qu'il a lui-même provoquée. Sans non plus écouter tous ceux qui, y compris dans notre camp, appellent à la paix sociale.

La stratégie de l'échec ou une politique indépendante des institutions pour engager l'affrontement

L'unité syndicale qui s'est maintenue a permis le succès des 12 grandes journées d'actions, mais cette stratégie des journées syndicales, uniquement conçues comme un moyen de faire pression dans le cadre bien huilé du dialogue social avec le gouvernement, apparaît aujourd'hui comme une impasse face à l'intransigeance de Macron. Si depuis le début, nombre de militants ont voulu surmonter les limites de cette stratégie de l'échec en s'organisant dans des collectifs pour pouvoir prendre d'autres initiatives, il s'agit maintenant d'en tirer les leçons et de s'en émanciper totalement, pour se préparer à l'inévitable affrontement avec le gouvernement. Être l'aile marchante et active du mouvement ne suffit pas, il faudrait être assez fort pour prendre sa direction politique.

D'autant que même si les grèves reconductibles qui ont commencé dans certains secteurs ne se sont pas généralisées au point de bloquer toute l'économie, la multiplication des actions de blocages de ronds-points, de sites industriels, les piquets de grève, les occupations de fac, les manifestations non déclarées, de jour ou de nuit, ont contribué à entretenir une agitation sociale et politique permanente dans le pays qui a trouvé un large soutien dans la population, et qui a, de fait, élargi le contenu même de la lutte.

Grace à la détermination des équipes militantes du mouvement, ce climat de contestation s'est diffusé dans toute la société et a maintenu une pression tant sur le gouvernement qui s'est retrouvé de plus en plus isolé, que sur l'intersyndicale qui, malgré sa volonté de ne pas rompre le cadre du dialogue social, a maintenu la revendication du rejet de la réforme et appelé, semaine après semaine, à de nouvelles journées de grèves.

Il nous faut continuer pour leur rendre la vie impossible ! Notre combat va au-delà du refus de cette réforme injuste. Il porte une colère sociale profonde, un rejet global de cette société. Une révolte contre les bas salaires, contre l'inflation, contre la précarité, le chômage, contre la dégradation des conditions de travail comme des services publics alors que dans le même temps les profits records s'affichent avec un cynisme total.

De par sa profondeur, son ampleur, sa durée et sa détermination il est devenu un mouvement de contestation globale de cette société, un mouvement politique contre le pouvoir, son cynisme et sa violence, une lutte globale

contre les classes dominantes et les institutions à leur service. Il nous faut en prendre conscience et l'assumer pleinement.

Cet élargissement, cette politisation du mouvement est aussi la condition de son renforcement, une étape dans l'affirmation du monde du travail et de la jeunesse en tant que force sociale porteuse d'un autre avenir pour la société contre leur système capitaliste financiarisé en faillite.

En ayant mis à nu les mensonges du gouvernement comme en renforçant la conscience de la nécessité de s'organiser à la base, le mouvement contre la réforme des retraites prépare d'autres luttes contre l'ensemble des attaques que nous subissons et celles à venir, notamment sur la question des salaires qui a pris une importance vitale avec l'accélération de l'inflation.

Comme pour les retraites quand le gouvernement parle de nécessité économique et justifie les faibles hausses de salaire par le risque d'inflation, il ne fait que défendre les intérêts des multinationales et de leurs actionnaires contre ceux de l'immense majorité de la population. La relation entre salaires insuffisants, profits qui explosent et inflation qui s'accélère n'est pas une question économique neutre mais il s'agit bien d'une question de rapport de force entre les classes. Le gouvernement défend les intérêts des multinationales qui utilisent l'inflation pour accroître leurs profits dans un contexte de concurrence et de rétrécissement des marchés, alors que pèse la menace d'une crise financière majeure aux conséquences catastrophiques pour l'ensemble des populations.

Leurs « arguments économiques » ne servent qu'à masquer la lutte de classe qu'ils mènent pour leurs profits. Il nous faut balayer ces mensonges et lutter pour imposer des augmentations de salaires dont la seule légitimité est que c'est une nécessité vitale pour la majorité de la population.

S'organiser par en bas, « faire parti » pour construire le parti de la lutte

Les prochaines étapes du mouvement, sa capacité à s'élargir, à devenir le cadre d'une lutte globale seront dif-

ficiles, incertaines. Intervenir au mieux des possibilités, c'est aussi capitaliser toute l'expérience que nous avons déjà accumulée, en apprenant à nous organiser démocratiquement, syndiqués, non-syndiqués, jeunes, gilets jaunes, militants du courant révolutionnaire. Pendant ces trois mois de lutte, nous avons pu entrevoir ce que représente la force collective du monde du travail quand il s'organise et se mobilise. Poursuivre la lutte, c'est renforcer et consolider les liens militants qui se sont construits à la base dans la lutte, « faire parti » pour nous donner les moyens de discuter une autre stratégie que celle de l'intersyndicale. Les militants du courant révolutionnaire sont les catalyseurs de ce processus démocratique d'organisation par en bas, rompant avec les sectarismes d'appareils qui ont la peau dure. A partir des liens réels qui ont été construits avec tous les militants de la lutte, ils participent à l'élaboration d'une réponse politique indépendante du jeu institutionnel et des forces politiques et syndicales qui en dépendent.

L'enjeu est de tirer jusqu'au bout et tous ensemble, quelles que soient nos organisations syndicales ou politiques, les leçons de cette expérience collective unique, et mettre en commun nos forces pour parvenir à formuler clairement l'enjeu de la nouvelle bataille qui vient de commencer. Et au-delà des retraites, nous préparer à la bataille politique globale contre les classes dominantes et l'Etat à leur service.

Que ce soit sur les retraites, sur les salaires ou contre l'inflation, une telle perspective implique de ne compter que sur l'intervention directe des travailleurs, sur leur capacité à s'organiser et à construire leurs propres organes de contrôle de l'économie, en toute indépendance et de fait en opposition à l'ensemble de l'appareil d'Etat, à ses institutions au service des classes dominantes.

C'est une bataille qui porte la seule alternative possible, la contestation de la domination des classes possédantes, la remise en cause de la propriété capitaliste au nom de laquelle elles s'approprient le travail de l'immense majorité et ruinent la société.

Bruno Bajou

Guerre en Ukraine, tempête sur Taïwan, le capitalisme de son stade suprême à l'impossible super-impérialisme facteur de la mondialisation de la guerre

Depuis le 24 février 2022, jour où la Russie a envahi l'Ukraine, le mouvement ouvrier et révolutionnaire est traversé par des controverses sur l'appréciation de la guerre, appréciation qui conditionne son attitude par rapport à l'ensemble des nations qui y sont engagées et surtout par rapport au prolétariat en particulier de son propre pays. Cette dernière dépend de la compréhension que nous avons de l'évolution des rapports géopolitiques dans le monde. La tempête en mer de Chine, les grandes manœuvres diplomatico-militaires qui se déroulent au-

tour de Taïwan sur le dos de sa population, la constitution d'un possible axe Chine-Russie, soulignent l'importance de cette discussion pour que le mouvement ouvrier révolutionnaire soit en mesure d'avoir une politique de classe internationaliste pour répondre à la propagande belliciste officielle et formuler une politique contre la guerre.

Une telle discussion doit se débarrasser de l'obsession de la gauche, y compris d'une partie du mouvement révolutionnaire, de montrer un certificat anti-Poutine validé par l'opinion officielle avant de commencer à avancer une

politique. Nous n'avons pas à nous justifier de notre passé de lutte contre la contre-révolution stalinienne ou contre la restauration capitaliste et encore moins le souci de nous faire accepter par l'opinion bourgeoise. La condamnation de Poutine va nécessairement de pair avec la dénonciation de la version officielle de l'Otan d'une guerre de libération nationale provoquée par l'agression impérialiste russe sauf de céder à l'opinion façonnée par le pouvoir et que colporte la gauche. Les récentes fuites de documents émanant du Pentagone viennent éclairer l'hypocrisie de cette propagande niant que les USA et l'Otan, la France, soient des belligérants. La reprendre à son compte serait tourner le dos à la lutte pour le droit des peuples.

La méthode du marxisme permet de répondre au mensonge officiel en inscrivant la guerre dans son contexte historique, diplomatique, militaire, donc en s'interrogeant sur ce qu'est le capitalisme aujourd'hui dit financiarisé mondialisé : une continuation, réplique modifiée de l'impérialisme des débuts du XX^{ème} siècle ou un nouveau stade de développement du capitalisme suite aux radicales transformations qui se sont opérées après deux guerres mondiales, la fin des guerres coloniales et l'effondrement de l'URSS ?

Poser la question implique un début de réponse : l'évolution du capitalisme et des rapports entre les États à l'échelle internationale rend impossible de garder la même grille de lecture que celle définie par Lénine. Travailler à répondre à la question, c'est travailler à s'appropriier sa méthode, historique, matérialiste, concrète pour laquelle le contenu est l'essentiel, pas l'étiquette, et qui conçoit la révolution en permanence comme un processus historique, produit des contradictions du capitalisme, de leur développement, de l'évolution du rapport d'exploitation, du rapport entre les classes.

La question n'est pas de juger si l'emploi du qualificatif d'impérialiste est juste ou faux. Il peut être tout à fait légitime s'il ne conduit pas à confondre des réalités historiques différentes et à ignorer les profondes transformations qui ont conduit au capitalisme mondialisé, ses contradictions et l'évolution des rapports de forces internationaux.

Considérer que nous sommes toujours dans le cadre de l'analyse élaborée à l'époque de l'impérialisme et des empires coloniaux empêche d'élaborer une stratégie révolutionnaire adaptée à notre époque. Cette habitude de préserver les références formelles au léninisme et au trotskysme développée en réponse au réformisme social-démocrate ou stalinien ne peut suffire à élaborer une compréhension de la nouvelle période, à répondre aux besoins du moment. La caricature de ce formalisme fut donnée par le courant pabliste plaquant mécaniquement la théorie de la révolution permanente sur les luttes de libération nationale et parant le stalinisme d'étranges vertus révolutionnaires jusqu'à qualifier les pays du glacis soviétique d'états « *ouvriers bureaucratiquement déformés* ». Hors d'une montée révolutionnaire du prolétariat, le mouvement trotskyste a préservé, transmis un héri-

tage par trop enfermé dans des références formelles à la IV ou à sa reconstruction. Les diverses interprétations du dogme et les échecs ont jalonné un parcours de scissions entretenant un état de division permanent et stérile.

L'analyse vivante des rapports entre les classes, la dynamique révolutionnaire du rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat se figent dans une vision manichéenne du monde, cédant la place à des conceptions moralistes que soulignent les positions prises face à la guerre en Ukraine. L'anti-impérialisme devient une formule de condamnation morale de l'agression russe vidée de tout contenu subversif et révolutionnaire d'une politique de classe.

Nous sommes aujourd'hui engagés dans une nouvelle époque. Il n'en est que plus important, décisif de ne pas perpétuer les comportements, divisions, sectarismes auxquels les logiques d'adaptation sous les pressions du recul historique nous ont contraints. De ce point de vue, la guerre en Ukraine de par la place qu'elle occupe dans l'évolution du capitalisme et des indications qu'elle donne sur la suite nous l'impose.

La guerre en Ukraine nous oblige à revoir la conception du capitalisme impérialiste

Nous avons besoin de construire une compréhension historique du point de vue révolutionnaire de l'évolution du capitalisme du stade suprême décrit par Lénine en 1916, depuis cette époque où la première puissance mondiale était encore l'Angleterre, jusqu'à la domination du monde par les USA après deux guerres mondiales et une révolution, la guerre froide puis les guerres coloniales et les luttes de libération nationale, la fin des empires coloniaux et l'effondrement de l'URSS, qui ont laissé le champ libre à l'offensive libérale et impérialiste orchestrée par les USA, la mondialisation financière qui a débouché sur un capitalisme financiarisé mondialisé en crise chronique et de nouvelles perspectives révolutionnaires...

Chaque phase de transformation du capitalisme a correspondu ou abouti à des événements historiques majeurs qui ont donné lieu à des débats politiques cruciaux à travers lesquels se sont constituées des délimitations, des lignes de démarcation politiques essentielles entre les différents courants : sur la politique du défaitisme révolutionnaire pendant la Première Guerre mondiale, puis pendant la Seconde Guerre mondiale ; sur une politique de solidarité critique et internationaliste à l'égard des guerres de libération nationale ; contre toutes les formes de souverainisme en réponse à l'hégémonie mondiale des USA imposée par leur offensive libérale et impérialiste ; en réponse aux confusions de l'altermondialisme ; contre les illusions ou les nostalgies suscitées par l'effondrement de l'URSS...

Aujourd'hui, la question de la guerre en Ukraine, sa place dans l'évolution des rapports entre grandes puissances, oppose une politique révolutionnaire internationaliste aux courants politiques qui voient la guerre comme une guerre d'indépendance nationale et pour la démocratie de

l'État Ukrainien en faisant abstraction des responsabilités directes, militaires des USA et de l'Otan.

Elle est la pierre d'achoppement du tournant que connaît la planète dans la politique des classes dominantes en réponse à leur faillite illustrée par l'inflation, la menace de crise financière et de la dette, la crise alimentaire, la crise de l'eau, la crise écologique, la montée du militarisme et des forces politiques réactionnaires, du nationalisme.

Pour Lénine et Trotsky, la notion d'impérialisme n'était nullement figée. En 1934, Trotsky anticipait la trajectoire de l'impérialisme américain en termes qui aident à comprendre son aboutissement actuel : « *Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'«organiser» l'Europe. Les Etats-Unis doivent «organiser» le monde. L'histoire est en train de confronter l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain.*¹ ». La deuxième guerre mondiale, les guerres coloniales puis les guerres qui ont jalonné l'offensive libérale sont autant de conséquence de cette « *éruption volcanique* » qui se trouve confrontée aujourd'hui à ses effets destructeurs et à la multiplication des zones de fractures dans la tectonique des plaques de la géostratégie internationale dans un monde multipolaire.

La mondialisation financière et impérialiste a accouché d'un nouveau stade de développement du capitalisme, le capitalisme financiarisé mondialisé ou selon la formule de Martine Orange, « *le stade ultime du capitalisme financiarisé* ² » qui a poussé à l'extrême la logique de l'époque impérialiste, ses contradictions par l'émergence de ce que l'on pourrait appeler un super-impérialisme qui s'avère comme le disait Lénine dans ses polémiques avec Kautsky un rêve impossible, dangereux et réactionnaire. Il écrivait dans son introduction à l'ouvrage de Boukharine sur l'impérialisme : « *Il ne fait pas de doute que le développement va dans le sens d'un seul et unique trust mondial [...] Mais ce développement s'opère dans des circonstances, sur un rythme, avec des contradictions, des conflits et des bouleversements tels (et non seulement économiques, tant s'en faut, mais aussi politiques, nationaux, etc.) que, sans aucun doute, avant qu'on n'en arrive à un tel trust mondial [...], l'impérialisme devra inévitablement sauter et le capitalisme se transformera en son contraire.*³ ». Malheureusement, l'impérialisme que Lénine considérait comme « *le prélude de la révolution sociale du prolétariat* » a vaincu la révolution même si pour cela il lui a fallu plusieurs décennies, une longue période « *de guerre et de révolutions* » qui trouve son

aboutissement avec l'effondrement de l'URSS qui ouvre à proprement parler une nouvelle époque. Cette dernière est marquée par l'offensive des USA et de leurs alliés pour dominer le monde, s'imposer comme super-impérialisme, faire du XXI^{ème} siècle, « *le siècle américain* » avant de s'embourber dans leurs sales guerres et l'aggravation de la maladie organique d'un capitalisme sénile. Ses traits de jeunesse, libre concurrence et spéculations boursières et financières de toutes sortes, entrent dans une contradiction violente avec de gigantesques transnationales, l'indispensable intervention des États. Le conflit entre la socialisation mondiale des moyens de production et la propriété privée capitaliste financière prend une forme démentielle.

L'impossible super-impérialisme ou le désordre militarisé du capitalisme financiarisé

Pour Lénine l'époque, le stade de l'impérialisme était bien plus qu'une politique annexionniste ou expansionniste mais une évolution globale du capitalisme du fait de la logique de l'accumulation du capital, de la lutte contre la baisse du taux de profit par la conquête de nouveaux marchés, l'exportation des capitaux et l'utilisation des progrès technologiques pour accroître la plus-value. « *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur.* »

A travers les soubresauts de la lutte de classe, cette évolution s'est poursuivie. Les USA sont en quelque sorte ce super-impérialisme impossible parce que l'évolution du capitalisme n'est pas une simple évolution économique contrairement aux conceptions réformistes mais l'évolution d'un rapport de classe fondé sur l'exploitation, capital-travail, et son corollaire, les luttes entre les peuples et les nations. Cette position contradictoire des USA est assez bien résumée par ces quelques phrases de Zbigniew Brzezinski qui fut conseiller de Carter et d'Obama : « *La défaite et la chute de l'Union soviétique ont parachevé l'ascension rapide des Etats-Unis comme seule et, de fait, première puissance mondiale réelle* » ; « *l'Amérique incarne un peu partout l'avenir et une société exemplaire qu'il faut imiter* » ; « *gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine* » ; « *L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long terme de la politique américaine*⁴ ».

Et c'est bien ce qui s'est passé et qui a engendré les guerres de Yougoslavie, celle d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie... Et

⁴ *Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997

1 La guerre et la Quatrième Internationale, 10 juin 1934, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/06/34061000.htm>

2 <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/030423/cac-40-au-stade-ultime-du-capitalisme-financiarise>

3 <https://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/intro.htm>

aujourd'hui la guerre d'Ukraine qui n'a rien d'une guerre locale mais dont les effets se manifestent à tout niveau à l'échelle internationale, signe une nouvelle étape dans l'escalade militaire au sens où elle implique une autre grande puissance. Elle marque l'échec des prétentions des USA dans le même temps qu'un tournant pour l'ensemble de la planète au sens où elle a des implications internationales qui engagent l'ensemble des puissances capitalistes.

La période antérieure à 2008 - la domination mondiale des multinationales de Wall Street et du Pentagone - est terminée ainsi que l'intégration de la Russie et de la Chine à l'ordre mondial défini par le capital occidental. De nouveaux conflits entre grandes puissances s'exacerbent. Guerres et conflits inter-impérialistes ? La question de leur caractérisation reste secondaire si elle ne nous masque pas ce qu'il y a de nouveau et de révolutionnaire dans la situation.

Les USA engrangent les dividendes économiques de leur puissance militaire, complément de celle du dollar, au profit du capital américain dont les entreprises bénéficient, en Europe de l'Est, d'avantages qu'elles n'auraient pas sans le rôle militaire du Pentagone dans la région. Le budget de ce dernier de 773 milliards de dollars augmentera pour l'année fiscale 2024 de 69 milliards de dollars. Grâce à la puissance du dollar et de ses armées, le super-impérialisme draine les richesses du monde entier grâce à un ensemble de mécanismes de transfert de valeur : endettement forcé, politiques d'ajustement structurel, ouverture forcée des marchés, rapatriement accru des bénéfices des multinationales, limitation des prérogatives des États dépendants, etc.

Il est difficile de mettre sur ce même plan la dictature grand russe de Poutine et le capitalisme russe dont l'économie est fondée sur une économie extractiviste orientée vers l'exportation. Et même si le capital chinois est devenu

un concurrent sérieux pour le capital occidental, il l'est encore dans les conditions qui lui ont été dictées par ce dernier dans les années 1990 après que les USA acceptèrent l'intégration de la Chine au marché mondial. Sans parler du Brésil, de l'Inde...

Prendre en compte ces contradictions produit de l'histoire nous est indispensable pour ne pas rester prisonnier d'un point de vue occidental mais aussi et surtout pour comprendre qu'aujourd'hui le principal fauteur de guerre reste le camp des vieilles puissances occidentales par leur politique qui vise à perpétuer leur domination et provoque les réponses militaristes et réactionnaires des nouvelles grandes puissances dictatoriales capitalistes. Il nous est vital de nous démarquer de la propagande officielle qui voit dans tout ce qui conteste cette suprématie un ennemi à combattre y compris par la guerre tout en combattant les réponses réactionnaires de la Russie ou des vieilles colonies devenues des puissances capitalistes et des dictatures réactionnaires militaristes, bellicistes.

L'évolution du capitalisme n'est pas la simple reproduction du passé. Elle exacerbe ses contradictions dans un monde dominé par les vieilles puissances impérialistes occidentales et où le capitalisme a conquis l'ensemble de la planète. Incapables de dépasser sa crise d'accumulation comme les limites géographiques et écologiques de la planète, il arrive à l'épuisement de ses possibilités de développement. Sa putréfaction et son parasitisme, pour reprendre les mots de Lénine, menacent l'humanité et la nature, multiplient les conflits à travers une mondialisation de la guerre, toile de fond des drames sociaux et écologiques d'un capitalisme sénile. Cet enchaînement catastrophique est en route, la guerre en Ukraine, entre autres, la préfigure, il éveille aussi les classes opprimées, le prolétariat, seule classe internationale capable de l'enrayer.

Yvan Lemaitre